

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Actif			Au 31/08/2025			Au 31/08/2024
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	13 789	13 789		
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Immobilisations incorporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	13 789	13 789		
	Immobilisations corporelles	Terrains	279 048	164 306	114 741	130 894
		Constructions	14 217 708	10 396 621	3 821 086	4 497 769
		Inst.techniques, mat.out.industriels	415 076	358 383	56 692	81 696
		Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations corporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	14 911 833	10 919 311	3 992 521	4 710 361
Actif circulant	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres	137		137	137
	Immobilisations financières ⁽²⁾	TOTAL	137		137	137
		Total I	14 925 759	10 933 101	3 992 658	4 710 498
	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	108 241	29 649	78 591	66 186
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	262 156		262 156	285 393
Actif circulant	Créances ⁽³⁾	TOTAL	370 398	29 649	340 748	351 580
	Divers	Valeurs mobilières de placement	200 365		200 365	197 816
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	1 326 247		1 326 247	1 343 625
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	23 271		23 271	12 698
	Divers	TOTAL II	1 920 282	29 649	1 890 632	1 905 721
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		16 846 041	10 962 751	5 883 290	6 616 220
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2025	Au 31/08/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 148 575	3 123 277
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-206 669	25 298
Situation nette (sous-total)		2 941 906	3 148 575
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		491 324	569 526
Provisions réglementées			
Total I		3 433 231	3 718 101
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	43 687	32 031
Total III		43 687	32 031
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 847 691	2 202 569
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	235 900	234 924
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	122 196	139 194
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 486	53 338
	Autres dettes	93 246	88 704
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	105 850	147 355
Total IV		2 406 372	2 866 086
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 883 290	6 616 220
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	47 080	49 036
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	30 898	26 463
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 489 104	1 698 087
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 425 653	1 491 430
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	315	40
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	52 226	53 689
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	217	262
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		3 045 497	3 319 009
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	22 616	14 339
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 151 620	1 240 333
	Aides financières		213
	Impôts, taxes et versements assimilés	89 522	87 838
	Salaires et traitements	991 930	937 225
	Charges sociales	303 471	281 357
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	717 840	754 963
	Dotations aux provisions	73 336	52 226
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	12 392	14 495
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		3 362 730	3 382 993
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-317 233	-63 983

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	34 928	17 669
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 549	9 913
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		37 477	27 583
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		2 549
	Intérêts et charges assimilées	10 681	13 658
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		10 681	16 208
2. Résultat financier (III-IV)		26 795	11 375
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-290 438	-52 607
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	5 782	98
	Sur opérations en capital	78 201	78 201
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	83 983	78 299
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	206	
	Sur opérations en capital	7	393
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	214	393
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		83 769	77 906
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 166 957	3 424 893
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 373 626	3 399 594
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-206 669	25 298
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/08/2025

ASS AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Table des matières

1	Objet social	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à l'exercice	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	5
3.1	Principes généraux	5
3.2	Principales méthodes comptables	5
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
4.1	Actif immobilisé	7
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
4.1.3	Modalités d'amortissements	10
4.1.4	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	10
4.2	Actif circulant	11
4.2.1	Produits à recevoir	11
4.2.2	Charges constatées d'avance	11
4.2.3	Actif circulant / dépréciations	12
4.3	Fonds propres	13
4.3.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	13
4.3.2	Subventions d'investissement	14
4.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	15
4.4.1	Provisions	15
4.4.2	Dettes	17
4.4.3	Précisions sur d'autres dettes	17
4.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	18
4.6	Compte de résultat	20
4.6.1	Ventilation des produits d'exploitation	20
4.6.2	Produits exceptionnels	22
4.6.3	Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22
4.6.4	Charges du compte de résultat	22
5	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	23
5.1	Engagements financiers donnés et reçus	23

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : dispense, au travers de l'établissement dont elle est responsable, un enseignement et une formation professionnelle agricoles qui ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci.

Le lycée dispense l'enseignement en 4^{ème} et 3^{ème}, en BAC PRO orienté vers le secteur de la production polyculture avec une option en agro-équipement (CGEA), en BAC Pro services aux personnes et territoires (SAPAT), en BAC Sciences et Technologies de l'agronomie et du vivant (STAV), et en BAC général.

L'établissement propose également le BTS DATR orienté vers les secteurs de l'animation et des services.

L'apprentissage concerne le CAPA SAPVER, BAC PRO SAPAT, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social, les DEAES, ADVF, et prépa apprentissage.

Le lycée propose également des actions en formation continue sur les métiers du service à la personne aux demandeurs d'emploi, salariés, jeunes scolarisés.

L'établissement a pour projet « osons croire en demain ».

Ce projet s'oriente en plusieurs axes à développer sur le court, moyen et long terme :

- le bien vivre ensemble dans un environnement performant et adapté
- l'ouverture au monde et aux autres en relevant les défis d'aujourd'hui
- la formation de chacun pour devenir un acteur de demain

2 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à l'exercice

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Départ de Mme JUSSELME, cheffe d'établissement en date du 31 aout 2025
- Diminution du nombre d'apprentis

2.2 Faits postérieurs à la clôture

Postérieurement à la clôture de l'exercice :

- Arrivée de Mr JONARD, nouveau chef d'établissement en date du 1er septembre 2025
- Départ en retraite de Mme REHANT, au cours de l'exercice 2025-2026 nécessitant une embauche dont le recrutement est en cours
- Réflexion sur les modes d'énergies
- Projet de travaux à la salle de sport

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 lui-même complété par le règlement ANC n°2020-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2 Principales méthodes comptables

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices
- Comptabilisation selon la méthode des coûts historiques

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 790	-	-	-	13 790
Immobilisations corporelles	Terrains	279 049	-	-	-	279 049
	Constructions	14 217 708	-	-	-	14 217 708
	Install. Tech., mat., outillage	353 234	-	-	-	353 234
	Install. générales, ag. Am. divers	8 162	-	-	-	8 162
	Matériel de transport	45 820	-	-	-	45 820
	Mat bur., informatique, mobilier	7 860	-	-	-	7 860
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	14 911 833	-	-	-	14 911 833
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	137	-	-	-	137
	Total IV	137	-	-	-	137
Total général		14 925 760	-	-	-	14 925 760

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 790	-	-	13 790
Amortissements corporelles	Terrains	148 154	16 153	-	164 307
	Constructions	9 719 938	676 683	-	10 396 622
	Install. Tech., mat., outillage	277 109	23 432	-	300 541
	Install. générales, ag. Am. divers	8 153	-	-	8 153
	Matériel de transport	45 820	-	-	45 820
	Mat bur., informatique, mobilier	2 298	1 572	-	3 870
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		10 201 472	717 840	-	10 919 312
Total général		10 215 261	717 840	-	10 933 101

4.1.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Installations techniques	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Linéaire	3 à 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans

4.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	13 790	-	-	-	-	13 790
Corporelles	10 201 472	717 840	-	-	-	10 919 312
TOTAL	10 215 261	717 840	-	-	10 933 101	10 933 101

4.2 Actif circulant

4.2.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir au 31 août 2025 s'élèvent à 252 871 € et se décomposent en :

- IJ à recevoir	10 396 €
- Subvention AVSI	16 922 €
- Subvention Article 44 conjoncturel	16 566 €
- Subvention ACTIONS EDUC.	4 936 €
- Apprentissage	126 807 €
- FC SVN	7 791 €
- FC DEAES	65 752 €
- FC BTS1 SP3S	3 221 €
- CFA REPS APPRENTIS	480 €

4.2.2 Charges constatées d'avance

Nature	Montant ht	Date de début	Date de fin	Calcul
LOCATION QUADIENT	468,00	01/01/2025	31/12/2025	156
LOCATION AIR LIQUIDE	772,51	01/03/2025	28/02/2030	695
LOCATION AIR LIQUIDE	401,10	01/03/2025	28/02/2030	361
MSI LICENCE	1 728,60	01/04/2025	31/03/2026	1 004
GROUPAMA MULTIRISQUES	24 918,14	01/01/2025	31/12/2025	8 329
ASS MISSION COLLABORATEUR	1 421,10	01/01/2025	31/12/2025	475
ASS OPEL EC115PC	1 024,84	01/01/2025	31/12/2025	343
ASS PEUGEOT	1 000,61	01/01/2025	31/12/2025	334
ETN	625,74	01/01/2025	31/12/2025	209
LICENCE FIREWALL NUAPP	2 820,00	01/03/2025	28/02/2027	2 109
ASS OPEL CG851NP	1 032,10	01/01/2025	31/12/2025	345
O2SWITCH	388,80	24/06/2025	23/06/2026	315
Formation – prise en charge				8 536
ISAGRI	180,14	01/01/2025	31/12/2025	60
Total				23 271,43

4.2.3 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	20 194	29 650	20 194	29 650
Autres	2 549	-	2 549	-
TOTAL	22 744	29 650	22 744	29 650

Une provision pour dépréciation est constatée pour l'ensemble des comptes familles et certains comptes clients débiteurs à la date de clôture de l'exercice.

4.3 Fonds propres

4.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Libellés	Solde début	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds propres sans droit de reprise	3 123 276	25 298			3 148 575
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	25 298	- 25 298		206 669	- 206 669
Situation nette (sous total)	3 148 575	0		206 669	2 941 906
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	569 526			78 201	491 325
Provisions réglementées					
TOTAL	3 718 101			284 870	3 433 231

4.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement se décomposent de la façon suivante :

Subventions d'investissements	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Etat				
Région	569 526		78 201	491 325
Département				
Autres				
Subvention d'investissements	569 526		78 201	491 325
Etat				
Région	683 961	78 201		762 162
Département				
Autres				
Quote part	683 961	78 201		762 162

4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

4.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	32 032	43 687	32 032	43 687
TOTAL	32 032	43 687	32 032	43 687

4.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques d'emploi				
Autres provisions pour risques				
Provisions pour pensions et obligations similaires	32 032	43 687	32 032	43 687
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour charges				
TOTAL	32 032	43 687	32 032	43 687

4.4.1.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	43 687		43 687
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
 - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé en fonction de l'année de naissance
- taux d'actualisation : 3,77 %
- taux d'augmentation annuel des salaires : 2 %
- taux de charges sociales : 36 %

4.4.2 Dettes

4.4.2.1 Emprunts

Répartition des échéances restant à rembourser pour un total de 1 847 119 € :

1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
75 997,01	12 853,35	
182 174,52	735 629,24	185 698,13
99 573,75	402 502,83	152 689,77
357 745,28	1 150 985,42	338 387,90

4.4.3 Précisions sur d'autres dettes

4.4.3.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance concernent les subventions de fonctionnement à hauteur de 105 851 €

4.4.3.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur emprunts	397 €
Factures fournisseurs non parvenues	175 489 €
Personnel, charges à payer	3 743 €
Etat, charges fiscales à payer	23 617 €
Divers, charges à payer	1 450 €
Frais bancaires à payer	177 €

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	108 241		
	Autres	262 157		
Charges constatées d'avance		23 271		
TOTAL		370 535		

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	1 847 691	357 745	1 150 985	338 388
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		235 901	235 901		
Dettes fiscales et sociales		122 197	122 197		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		1 486	1 486		
Autres dettes		93 247	93 247		
Produits constatés d'avance		105 851	105 851		
TOTAL		-	916 427	1 150 985	338 388

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	354 741 €
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	-

4.6 Compte de résultat

4.6.1 Ventilation des produits d'exploitation

Libellés	Montant
Cotisations	47 081 €
Ventes de biens (fournitures revendues)	30 899 €
Ventes de prestations de services	1 489 105 €
Concours publics et subventions d'exploitation	1 425 653 €
Reprises sur provisions	52 226 €
Autres produits	532 €
TOTAL	3 045 497 €

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur facturation.

Les concours publics et subventions sont détaillés comme suit :

Nature	Etat	Région	Département	Commune	Autres	Total
Aides à l'emploi	34 863 €					34 863 €
Subvention de fonctionnement	1 068 553 €					1 068 553 €
Subvention art 44 structurel	215 922 €					215 922 €
Subvention art 44 conjoncturel	23 927 €					23 927 €
Subventions diverses	21 342 €					21 342 €
Taxe apprentissage	30 446 €					30 446 €
Subvention action éducative		4 936 €				4 936 €
Erasmus					24 046 €	24 046 €
Autres subventions					1 619 €	1 619 €
TOTAL	1 395 053 €	4 936 €			25 665 €	1 425 653 €

4.6.2 Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels se décomposent en :

- Quote part de subvention virée au compte de résultat : 78 201 €
- Autres produits sur exercices antérieurs : 5 782 €

4.6.3 Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Les reprises sont constituées :

- Sur provisions pour risques et charges : 32 032 €
- Sur dépréciations des valeurs mobilières : 2 549 €
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 20 194 €

4.6.4 Charges du compte de résultat

Les charges exceptionnelles de l'exercice sont de :

- Ecart de règlement : 7 €
- Amendes : 88 €
- Ecart sur versement espèces 59 €
- Erreur de facturation : 60 €

5 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
52 Route d'ISBERGUES
62120 AIRE SUR LA LYS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

52 Route d'ISBERGUES

62120 AIRE SUR LA LYS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

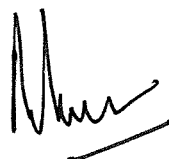
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WASQUEHAL, le 15 janvier 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

Philippe DESSEAUX



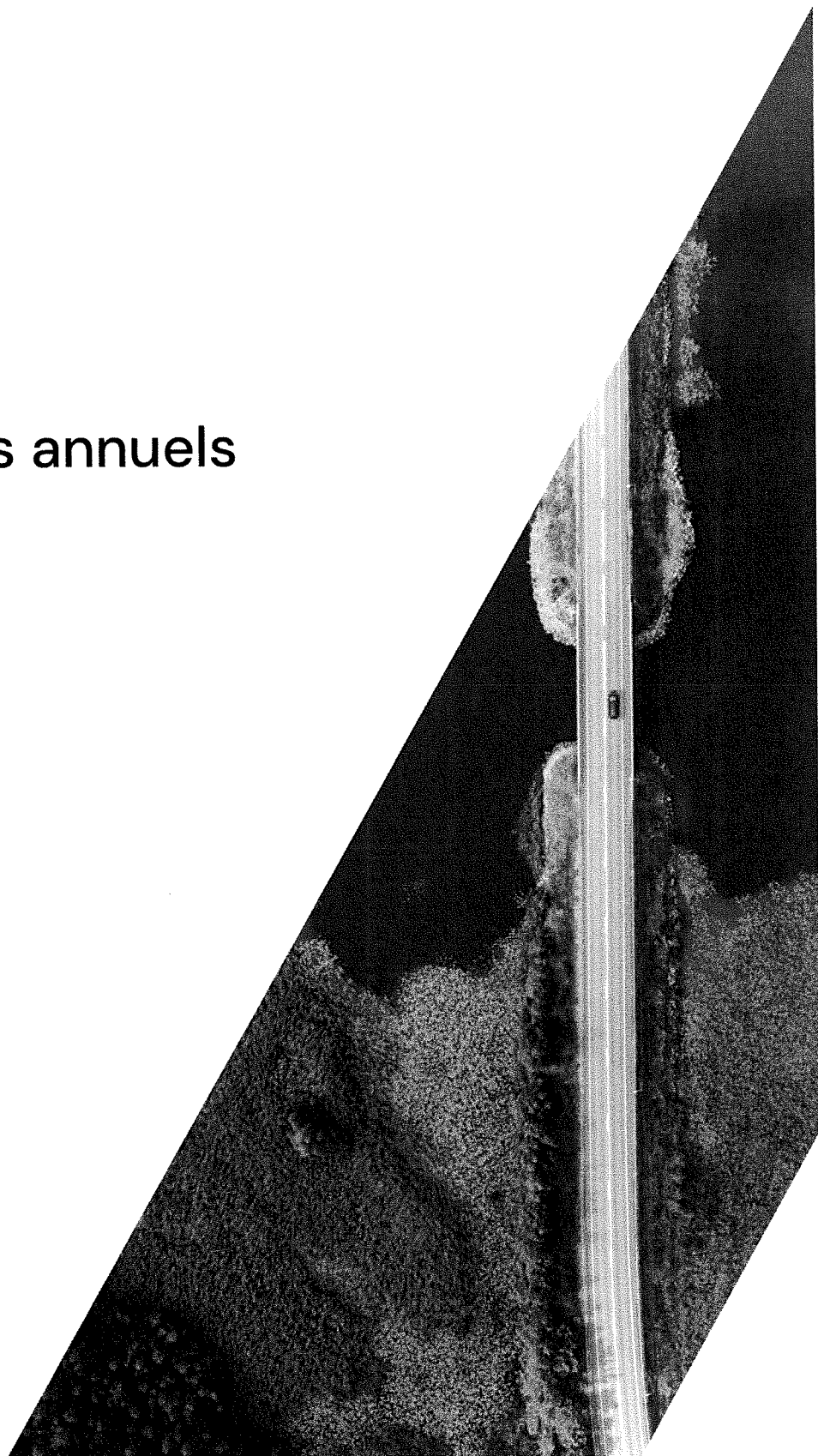
Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe



AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Comptes annuels



Page : 3 / 41

Actif		Au 31/08/2025			Au 31/08/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	13 789	13 789		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	13 789	13 789		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	279 048	164 306	114 741	130 894
Actif circulant	Constructions	14 217 708	10 396 621	3 821 086	4 497 769
	Inst. techniques, mat.out.industriels	415 076	358 383	56 692	81 696
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	14 911 833	10 919 311	3 992 521	4 710 361
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	137		137	137
	TOTAL	137		137	137
	Total I	14 925 759	10 933 101	3 992 658	4 710 498
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	108 241	29 649	78 591	66 186
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	262 156		262 156	285 393
	TOTAL	370 398	29 649	340 748	351 580
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	200 365		200 365	197 816
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 326 247		1 326 247	1 343 625
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	23 271		23 271	12 698
	TOTAL II	1 920 282	29 649	1 890 632	1 905 721
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF ((I+II+III+IV+V)	16 846 041	10 962 751	5 883 290	6 616 220
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



Passif		Au 31/08/2025	Au 31/08/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 148 575	3 123 277
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-206 669	25 298
Situation nette (sous-total)		2 941 906	3 148 575
Fonds propres consommables	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	491 324	569 526
	Provisions réglementées		
	Total I	3 433 231	3 718 101
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	43 687	32 031
Total III		43 687	32 031
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 847 691	2 202 569
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	235 900	234 924
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	122 196	139 194
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 486	53 338
	Autres dettes	93 246	88 704
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	105 850	147 355
Total IV		2 406 372	2 866 086
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 883 290	6 616 220
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	47 080	49 036
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	30 898	26 463
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 489 104	1 698 087
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 425 653	1 491 430
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	315	40
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	52 226	53 689
Charges d'exploitation	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	217	262
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 045 497	3 319 009
	Achats de marchandises	22 616	14 339
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 151 620	1 240 333
	Aides financières		213
	Impôts, taxes et versements assimilés	89 522	87 838
	Salaires et traitements	991 930	937 225
	Charges sociales	303 471	281 357
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	717 840	754 963
	Dotations aux provisions	73 336	52 226
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	12 392	14 495
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 362 730	3 382 993
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-317 233	-63 983

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	34 928 2 549	17 669 9 913
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	37 477	27 583
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	10 681	2 549 13 658
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	10 681	16 208
2. Résultat financier (III-IV)		26 795	11 375
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-290 438	-52 607
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 782 78 201	98 78 201
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	83 983	78 299
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	206 7	393
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	214	393
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		83 769	77 906
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 166 957	3 424 893
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 373 626	3 399 594
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-206 669	25 298
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/08/2025

ASS AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Table des matières

1	Objet social	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à l'exercice	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	5
3.1	Principes généraux	5
3.2	Principales méthodes comptables	5
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
4.1	Actif immobilisé	7
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
4.1.3	Modalités d'amortissements	10
4.1.4	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	10
4.2	Actif circulant	11
4.2.1	Produits à recevoir	11
4.2.2	Charges constatées d'avance	11
4.2.3	Actif circulant / dépréciations	12
4.3	Fonds propres	13
4.3.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	13
4.3.2	Subventions d'investissement	14
4.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	15
4.4.1	Provisions	15
4.4.2	Dettes	17
4.4.3	Précisions sur d'autres dettes	17
4.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	18
4.6	Compte de résultat	20
4.6.1	Ventilation des produits d'exploitation	20
4.6.2	Produits exceptionnels	22
4.6.3	Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22
4.6.4	Charges du compte de résultat	22
5	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	23
5.1	Engagements financiers donnés et reçus	23

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : dispense, au travers de l'établissement dont elle est responsable, un enseignement et une formation professionnelle agricoles qui ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci.

Le lycée dispense l'enseignement en 4^{ème} et 3^{ème}, en BAC PRO orienté vers le secteur de la production polyculture avec une option en agro-équipement (CGEA), en BAC Pro services aux personnes et territoires (SAPAT), en BAC Sciences et Technologies de l'agronomie et du vivant (STAV), et en BAC général.

L'établissement propose également le BTS DATR orienté vers les secteurs de l'animation et des services.

L'apprentissage concerne le CAPA SAPVER, BAC PRO SAPAT, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social, les DEAES, ADVF, et prépa apprentissage.

Le lycée propose également des actions en formation continue sur les métiers du service à la personne aux demandeurs d'emploi, salariés, jeunes scolarisés.

L'établissement a pour projet « osons croire en demain ».

Ce projet s'oriente en plusieurs axes à développer sur le court, moyen et long terme :

- le bien vivre ensemble dans un environnement performant et adapté
- l'ouverture au monde et aux autres en relevant les défis d'aujourd'hui
- la formation de chacun pour devenir un acteur de demain

2 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à l'exercice

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Départ de Mme JUSSELME, cheffe d'établissement en date du 31 aout 2025
- Diminution du nombre d'apprentis et du nombre d'élèves

2.2 Faits postérieurs à la clôture

Postérieurement à la clôture de l'exercice :

- Arrivée de Mr JONARD, nouveau chef d'établissement en date du 1er septembre 2025
- Départ en retraite de Mme REHANT, au cours de l'exercice 2025-2026 nécessitant une embauche dont le recrutement est en cours
- Réflexion sur les modes d'énergies
- Projet de travaux à la salle de sport

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 lui-même complété par le règlement ANC n°2020-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2 Principales méthodes comptables

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices
- Comptabilisation selon la méthode des coûts historiques

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 790	-	-	-	13 790
Immobilisations corporelles	Terrains	279 049	-	-	-	279 049
	Constructions	14 217 708	-	-	-	14 217 708
	Install. Tech., mat., outillage	353 234	-	-	-	353 234
	Install. générales, ag. Am. divers	8 162	-	-	-	8 162
	Matériel de transport	45 820	-	-	-	45 820
	Mat bur., informatique, mobilier	7 860	-	-	-	7 860
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	14 911 833	-	-	-	14 911 833
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	137	-	-	-	137
	Total IV	137	-	-	-	137
Total général		14 925 760	-	-	-	14 925 760

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 790	-	-	13 790
Amortissements corporelles	Terrains	148 154	16 153	-	164 307
	Constructions	9 719 938	676 683	-	10 396 622
	Install. Tech., mat., outillage	277 109	23 432	-	300 541
	Install. générales, ag. Am. divers	8 153	-	-	8 153
	Matériel de transport	45 820	-	-	45 820
	Mat bur., informatique, mobilier	2 298	1 572	-	3 870
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		10 201 472	717 840	-	10 919 312
Total général		10 215 261	717 840	-	10 933 101

4.1.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Installations techniques	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Linéaire	3 à 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans

4.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	13 790	-	-	-	-	13 790
Corporelles	10 201 472	717 840	-	-	-	10 919 312
TOTAL	10 215 261	717 840	-	-	10 933 101	10 933 101

4.2 Actif circulant

4.2.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir au 31 août 2025 s'élèvent à 268 146 € et se décomposent en :

- IJ à recevoir	10 396 €
- Subvention AVSI	16 922 €
- Subvention Article 44 conjoncturel	16 566 €
- Subvention ACTIONS EDUC.	4 936 €
- Apprentissage	126 807 €
- FC SVN	7 791 €
- FC DEAES	65 752 €
- FC BTS1 SP3S	3 221 €
- CFA REPS APPRENTIS	480 €
- Intérêts courus à recevoir	13 855 €
- Factures à établir	1 420 €

4.2.2 Charges constatées d'avance

Nature	Montant ht	Date de début	Date de fin	Calcul
LOCATION QUADIENT	468,00	01/01/2025	31/12/2025	156
LOCATION AIR LIQUIDE	772,51	01/03/2025	28/02/2030	695
LOCATION AIR LIQUIDE	401,10	01/03/2025	28/02/2030	361
MSI LICENCE	1 728,60	01/04/2025	31/03/2026	1 004
GROUPAMA MULTIRISQUES	24 918,14	01/01/2025	31/12/2025	8 329
ASS MISSION COLLABORATEUR	1 421,10	01/01/2025	31/12/2025	475
ASS OPEL EC115PC	1 024,84	01/01/2025	31/12/2025	343
ASS PEUGEOT	1 000,61	01/01/2025	31/12/2025	334
ETN	625,74	01/01/2025	31/12/2025	209
LICENCE FIREWALL NUAPP	2 820,00	01/03/2025	28/02/2027	2 109
ASS OPEL CG851NP	1 032,10	01/01/2025	31/12/2025	345
O2SWITCH	388,80	24/06/2025	23/06/2026	315
Formation – prise en charge				8 536
ISAGRI	180,14	01/01/2025	31/12/2025	60
Total				23 271,43

4.2.3 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	20 194	29 650	20 194	29 650
Autres	2 549	-	2 549	-
TOTAL	22 744	29 650	22 744	29 650

Une provision pour dépréciation est constatée pour l'ensemble des comptes familles et certains comptes clients débiteurs à la date de clôture de l'exercice afin de couvrir les risques de non recouvrement.

4.3 Fonds propres

4.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Libellés	Solde début	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds propres sans droit de reprise	3 123 276	25 298			3 148 575
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	25 298	- 25 298		206 669	- 206 669
Situation nette (sous total)	3 148 575	0		206 669	2 941 906
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	569 526			78 201	491 325
Provisions réglementées					
TOTAL	3 718 101			284 870	3 433 231

4.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement se décomposent de la façon suivante :

Subventions d'investissements	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Etat				
Région	569 526		78 201	491 325
Département				
Autres				
Subvention d'investissements	569 526		78 201	491 325
Etat				
Région	683 961	78 201		762 162
Département				
Autres				
Quote part	683 961	78 201		762 162

4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

Une provision pour risques et charges est un passif comptable constitué pour couvrir une charge ou une perte future probable, dont le montant ou la date ne sont pas connus avec précision.

Notre entité provisionne ses engagements de retraite selon les modalités définies au 4.4.1.2.

4.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	32 032	43 687	32 032	43 687
TOTAL	32 032	43 687	32 032	43 687

4.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques d'emploi				
Autres provisions pour risques				
Provisions pour pensions et obligations similaires	32 032	43 687	32 032	43 687
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour charges				
TOTAL	32 032	43 687	32 032	43 687

4.4.1.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	43 687		43 687
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
 - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé en fonction de l'année de naissance
- taux d'actualisation : 3,77 %
- taux d'augmentation annuel des salaires : 2 %
- taux de charges sociales : 36 %

4.4.2 Dettes

4.4.2.1 Emprunts

Répartition des échéances restant à rembourser pour un total de 1 847 119 € :

1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
75 997,01	12 853,35	
182 174,52	735 629,24	185 698,13
99 573,75	402 502,83	152 689,77
357 745,28	1 150 985,42	338 387,90

4.4.3 Précisions sur d'autres dettes

4.4.3.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance concernent les subventions de fonctionnement à hauteur de 105 851 €

4.4.3.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur emprunts	397 €
Factures fournisseurs non parvenues	175 489 €
Personnel, charges à payer	3 743 €
Etat, charges fiscales à payer	23 617 €
Divers, charges à payer	1 450 €
Frais bancaires à payer	177 €

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	108 241	104 716	3 525
	Autres	262 157	262 157	
Charges constatées d'avance		23 271	23 271	
TOTAL		370 535	390 144	3 525

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	1 847 691	357 745	1 150 985	338 388
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		235 901	235 901		
Dettes fiscales et sociales		122 197	122 197		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		1 486	1 486		
Autres dettes		93 247	93 247		
Produits constatés d'avance		105 851	105 851		
TOTAL		-	916 427	1 150 985	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	354 741 €
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	-

4.6 Compte de résultat

4.6.1 Ventilation des produits d'exploitation

Libellés	Montant
Cotisations	47 081 €
Ventes de biens (fournitures revendues)	30 899 €
Ventes de prestations de services	1 489 105 €
Concours publics et subventions d'exploitation	1 425 653 €
Reprises sur provisions	52 226 €
Autres produits	532 €
TOTAL	3 045 497 €

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur facturation.

Les concours publics et subventions sont détaillés comme suit :

Nature	Etat	Région	Département	Commune	Autres	Total
Aides à l'emploi	34 863 €					34 863 €
Subvention de fonctionnement	1 068 553 €					1 068 553 €
Subvention art 44 structurel	215 922 €					215 922 €
Subvention art 44 conjoncturel	23 927 €					23 927 €
Subventions diverses	21 342 €					21 342 €
Taxe apprentissage	30 446 €					30 446 €
Subvention action éducative		4 936 €				4 936 €
Erasmus					24 046 €	24 046 €
Autres subventions					1 619 €	1 619 €
TOTAL	1 395 053 €	4 936 €			25 665 €	1 425 653 €

4.6.2 Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels se décomposent en :

- Quote part de subvention virée au compte de résultat : 78 201 €
- Autres produits sur exercices antérieurs : 5 782 €

4.6.3 Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Les reprises sont constituées :

- Sur provisions pour risques et charges : 32 032 €
- Sur dépréciations des valeurs mobilières : 2 549 €
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 20 194 €

4.6.4 Charges du compte de résultat

Les charges exceptionnelles de l'exercice sont de :

- Ecart de règlement : 7 €
- Amendes : 88 €
- Ecart sur versement espèces 59 €
- Erreur de facturation : 60 €
- Charges sur exercices antérieurs : 11 495 €

5 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		654 766 €
Garanties	88 850 €	
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

Les garanties données sont constituées par le nantissement des comptes titres donnés au Crédit Mutuel sur l'emprunt de 800 000 € dans la limite du capital restant dû.

Les cautionnements reçus par la Région Hauts de France à hauteur de 100% de l'emprunt de 1 000 000 € auprès de la Banque Postale.